



INFORMATION :

L'expansion mondiale des industries de la communication

Quel rapport entre la tragique crise de l'agriculture européenne qui, de la vache folle à la fièvre aphteuse, cause tant de drames, et l'expansion mondiale, presque insolente, des industries de la communication ? Le même enjeu ? un progrès technique, allié à une logique économique, dépourvu de projet politique.

Résultat ? Après quelques décennies d'expansion, l'alliance technico-économique explose sur toutes les contradictions sociales et culturelles. Il a fallu trente ans pour que les dégâts d'une industrialisation excessive de l'agriculture éclatent. Faudra-t-il attendre une crise similaire dans la communication pour voir la même prise de conscience ? Mais si l'agriculture touche déjà à l'essentiel, l'alimentation et le rapport à la nature, les industries culturelles y touchent peut-être encore un peu plus ? avec l'esprit, les langues, les connaissances... elles servent à penser la réalité.

Dans les deux cas, on retrouve la faiblesse d'un projet politique, la fascination pour les techniques et les profits. Au point que toute critique est identifiée au refus du progrès. Le problème, au-delà de l'éternelle bonne conscience technocrate ou de son supplément d'âme - le principe de précaution - concerne le statut du politique, face à la technique et à l'économie.

Pour le secteur de la communication, tout a volé en éclats depuis une vingtaine d'années, sous les coups du progrès technique et de la dérégulation, facilitant la création de multinationales qui intègrent maintenant des activités aussi différentes que la presse, l'édition, la radio, les télécommunications, la télévision, le cinéma, le multimédia. Leur seul point commun est lié à une convergence technique des supports, et aux perspectives du profit.

Les Etats européens, pris de court par la vitesse du changement technique, la concurrence, et la frilosité à défendre les principes de services publics, ont finalement fait du suivisme. Le progrès de l'humanité est identifié aujourd'hui à la puissance des industries de la communication, et à Internet ?

Il n'y a pourtant pas beaucoup de rapport entre l'expansion du e-business, véritable enjeu de la mondialisation de l'économie, et la e-liberté (courrier électronique, forums...) qui est d'une autre nature, séduit tout le monde mais qui reste la caution du premier.

La e-liberté est en effet très importante pour relancer l'utopie de la solidarité, mais ses militants seront marginalisés comme l'ont été, hélas, les pionniers de toutes les techniques de communication précédentes, qui voulaient déjà changer le monde. Les libertaires d'Internet ne gênent nullement les industriels d'Internet, ils en sont la meilleure vitrine.

Les différences entre les deux Internet sont pourtant radicales. Les marchés sont parfois en ligne, les hommes et les sociétés ne le sont jamais. L'interactivité n'est pas synonyme de communication. Plus les distances physiques disparaissent, plus les distances culturelles prennent de l'importance.

Le plus compliqué dans la communication n'est pas le message mais la manière dont les hommes les reçoivent et les utilisent dans le temps.

Plus le monde sera "petit", plus le décalage entre la vitesse des échanges et la lenteur de la communication sera grand.

L'urgence est de sortir de la fascination technique et rappeler que la question de la communication est politique avant d'être technique et économique.

Les réseaux et l'abondance d'information ne suffisent pas à réduire les inégalités et à communiquer pour se comprendre, il faut du temps et des valeurs communes. Il faut aussi des projets et introduire le droit d'entreprendre des réformes politiques, respecter la diversité culturelle au-delà des intérêts des multinationales, critiquer le thème du "rattrapage" des pays du Sud par les réseaux d'informations. En un mot, mettre les systèmes techniques à leur place, et ne pas leur demander d'être le projet politique.

D'autant qu'avec l'information devenue une marchandise l'économie mondiale ne sera ni pacifique ni égalitaire. La rationalisation et l'information plus chère succéderont à la gratuité et à l'abondance actuelle. Sans oublier les dégâts de la spéculation, les mouvements de yoyo du Nasdaq devraient faire réfléchir ceux qui confondent spéculation et utopie politique. Au mythe des industries agroalimentaires qui devaient permettre de nourrir le monde a succédé celui de la "nouvelle économie" qui devrait apporter la culture pour tous. En réalité, la loi d'airain de toute économie s'imposera, avec des gagnants et des perdants. A ceci près que les industries culturelles sont différentes. Elles portent identités, valeurs, symboles, langues, c'est-à-dire finalement les conditions de la paix et de la guerre entre les pays et les cultures.

Car il faut le redire avec force, la communication, devenant une marchandise, après avoir longtemps été un facteur de progrès, constitue un redoutable facteur d'inégalités et de conflits. Demain, des guerres peuvent tout à fait naître à cause de la communication. L'hypocrisie est donc complète entre l'appel à la diversité culturelle et la réalité de la concentration mondiale des industries culturelles. Jusqu'où les salariés de ces industries accepteront-ils d'être rachetés, revendus et finalement licenciés, au nom des seules lois de la finance et de la mondialisation?

Quand les pouvoirs publics européens réagiront-ils?

Parler de politique pour l'agriculture et la communication, c'est donc avant tout reconnaître la discontinuité entre les trois logiques de la technique, de l'économie et de la société. On le paye aujourd'hui pour l'agriculture, pour avoir confondu industrie et politique de la nature. On le paiera demain en croyant que les techniques liées à l'économie de l'information suffiront à créer une nouvelle société.

La même prévision a déjà été faite il y a quarante ans, avec l'arrivée de l'informatique qui devait donner naissance à une nouvelle société. Où est la nouvelle société? La mondialisation des techniques de communication, enjeu industriel, est peut-être la condition de la globalisation, enjeu économique, elle ne suffit nullement au projet politique de l'organisation pacifique de la communauté internationale.

Six milliards d'individus connectés représentent peut-être un rêve industriel, pas un projet politique. Surtout, quand on sait comment les inégalités Nord-Sud se perpétueront, en dépit des discours sur le "partage" des cultures.

Attention donc aux discours. Par exemple celui sur la société de l'information. Ce n'est pas parce que l'information est au cœur de l'économie et de la société qu'il s'agit d'un projet politique. Les industriels de l'information emploient ce terme car ils ont intérêt à en faire un concept politique.

Pourquoi pas?

A condition que les hommes politiques, les élites et les médias en utilisent un autre, pour montrer la différence de perspective. Sinon c'est nier l'altérité de la politique, et penser "en ligne", technique, économie et société.

Le terme de société en réseau n'éclaire pas mieux l'enjeu politique.

Si les réseaux techniques facilitent les liens entre ceux qui ont des intérêts communs, ils laissent entière l'autre question, beaucoup plus compliquée, de la gestion de l'hétérogénéité.

Plus la société sera ouverte, interactive, plus on s'apercevra de sa profonde hétérogénéité et des limites à la communication.

Les différences rendues visibles et légitimes seront difficiles à gérer, rappelant que l'enjeu de la communication est moins l'addition des ressemblances que la gestion des différences.

Il n'y a qu'à regarder les immenses difficultés de l'Europe politique, dès que l'on sort de la stricte économie. Et pour cet enjeu, la technique est insuffisante, car les hommes, au bout des réseaux, ne sont ni meilleurs, ni plus altruistes que leurs prédécesseurs. Après la fascination pour l'efficacité technique, on retrouvera l'impérieuse nécessité des négociations humaines. Nier cette importance des différences culturelles conduirait à de grandes violences.

Il est donc urgent de réhabiliter la politique dans la communication, après vingt ans de suivisme technique et économique. Les batailles qui se mènent au sein de l'OMC sur l'information, la culture, la communication, et demain la santé, l'éducation, la recherche, sont gigantesques. L'Europe, si elle veut, a tous les moyens pour gérer ces enjeux démocratiques, d'autant qu'elle sait, au travers de l'histoire tragique du XXe siècle, qu'il n'y a pas de lien direct entre le progrès des techniques et celui de l'homme. Le XXe siècle a vu les plus grands progrès techniques en matière de communication : téléphone, radio, cinéma, télévision, télécommunications, informatique... mais aussi les plus grands totalitarismes et les plus grands massacres.

Donner un sens humaniste et démocratique aux systèmes d'information, c'est rappeler la prééminence de la politique sur l'hégémonie technico-économique. L'avoir oublié explique les dégâts qui frappent aujourd'hui l'agriculture et qui pourraient frapper demain la communication. S'il y a un "retard" aujourd'hui en Europe, c'est moins dans les équipements et leurs usages que dans la pensée politique et les projets de société.

Dominique Wolton.